



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 26 janvier 2012
(OR. en)**

5493/12

COPEN 11

NOTE

de la:	Représentation permanente de la Finlande auprès de l'Union européenne
à l'attention de:	M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général adjoint, Conseil de l'Union européenne
Date de réception:	le 11 janvier 2012
Objet:	Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne - Notification de la mise en œuvre de la législation de l'UE par la Finlande

Acte législatif faisant l'objet de la notification:

Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne.

Législation nationale relative à la mise en œuvre de la décision-cadre:

1169/2011

Acte concernant la mise en œuvre au niveau national de la législation relevant du champ d'application des dispositions de la décision-cadre relative au transfèrement de personnes condamnées dans l'Union européenne et concernant l'application de la décision-cadre (1169/2011).

1170/2011

Acte concernant la mise en œuvre au niveau national de la législation relevant du champ d'application de la décision-cadre concernant les mesures de probation et les peines de substitution dans l'Union européenne et concernant l'application de la décision-cadre (1170/2011).

1173/2011

Acte modifiant le chapitre 31, paragraphe 9, point b), du code de procédure civile (1173/2011).

Application dans les îles d'Åland

La législation susmentionnée s'applique aussi automatiquement aux îles d'Åland.

1. Notifications requises par la décision-cadre 2008/909/JAI

Autorités compétentes (article 2, paragraphe 1)

L'autorité compétente pour décider de la transmission à un autre État membre du jugement et du certificat visés dans la décision-cadre et de l'exécution d'un jugement et d'un certificat transmis à la Finlande est le bureau administratif central de l'Agence pour les sanctions pénales.

Toutefois, lorsqu'une condamnation concerne une mesure privative de liberté autre qu'une peine privative de liberté, l'autorité compétente est le ministère de la justice.

Les tribunaux de première instance sont les autorités compétentes pour décider de confirmer une décision prise par un fonctionnaire autorisé visant à procéder à l'arrestation provisoire, prévue à l'article 14 de la décision-cadre et, dans le cas visé à l'article 18, paragraphe 2, point f), pour recueillir le consentement de la personne condamnée à être poursuivie, condamnée ou privée de liberté en Finlande pour une infraction, commise avant son transfèrement, autre que celle qui a motivé son transfèrement en Finlande.

Dans les cas visés à l'article 8, paragraphes 2 et 3, de la décision-cadre, l'autorité compétente pour décider d'adapter la condamnation est le tribunal de première instance d'Helsinki. Ce tribunal est en outre compétent pour décider de s'écarter du principe de spécialité en matière de consentement visé à l'article 18, paragraphe 2, point g), de la décision-cadre.

L'autorité compétente pour prendre les décisions concernant le transit, conformément à l'article 16 de la décision-cadre, est le ministère de la justice.

Langues utilisées (article 23)

La Finlande acceptera le certificat visé à l'article 4 de la décision-cadre ou une traduction de celui-ci en finnois, suédois ou anglais. L'autorité compétente chargée de l'exécution peut également accepter un certificat émis dans une autre langue, pour autant qu'il n'y ait pas d'autre obstacle à son acceptation.

Relations avec d'autres accords et arrangements (article 26, paragraphes 2 et 3)

L'acte de coopération entre la Finlande et d'autres États nordiques concernant l'exécution de condamnations prononcées en matière pénale (329/1963) continuera de s'appliquer sans préjudice de cette décision-cadre (une notification a déjà été faite à ce sujet, comme l'exige l'article 26, paragraphe 4, de la décision-cadre).